



Séance ordinaire du jeudi 1 juin 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le premier juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Véronique BRUNET, Michel CALVO, Sébastien COTE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mathilde BORNE, Bernadette CONTE-ARRANZ, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Aménagement durable - Délégation de service public (DSP) de Transport Urbain - Convention pour le versement d'une indemnité exceptionnelle d'imprévision au Délégataire - Avenant n°10 - Approbation - Autorisation de signature

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération n°M2018-210 en date du 31 mai 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé le choix de la société anonyme d'économie mixte TaM pour la gestion de la Délégation de Service Public (DSP) portant sur les services de transport public urbain pour la période 2018-2024. Ce contrat de DSP, qui a été signé le 27 juin 2018, est opérationnel depuis le 1^{er} juillet 2018 pour une période de 6 ans.

Par délibération n°M2018-667 en date du 21 décembre 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°1 au contrat de DSP, visant à acter la création de la SAS Transdev Mobilités Montpellier Métropole (T3M) et approuver le contrat de subdélégation entre la société TaM et la SAS Transdev Mobilités Montpellier Métropole, pour la période 2019-2024.

Par délibération n°M2019-754 en date du 18 décembre 2019, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°2 au contrat de DSP, visant principalement à prendre en compte les impacts techniques et financiers de la mise en œuvre du nouveau réseau de bus urbains et suburbains au 1er septembre 2019 et à mettre à jour les programmes d'investissements subventionnés du Délégataire et d'investissements du délégant.

Par délibération n°M2020-468 en date du 17 décembre 2020, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°3 au contrat de DSP, visant principalement à prendre en compte les impacts techniques et financiers de la crise sanitaire de la Covid-19 d'une part, et de la mise en place de la 1^{ère} phase de la gratuité d'autre part.

Par délibération n°M2021-322 en date du 28 juillet 2021, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°4 au contrat de DSP, visant principalement à prendre en compte les impacts techniques et financiers de la mise en place de la 2^e phase de la gratuité et d'une optimisation de l'offre du réseau, et à mettre à jour les programmes d'investissements du délégant.

Par délibération n°M2021-630 en date du 14 décembre 2021, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°5 au contrat de DSP, visant principalement à mettre à jour les programmes d'investissements subventionnés du délégataire et à prendre en compte les impacts techniques et financiers de plusieurs dispositions relatives au contrat de DSP et à l'exploitation du réseau de transports collectifs.

Par délibération n°M2022-230 en date du 31 mai 2022, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°6 au contrat de DSP, visant principalement à prendre en compte les impacts techniques et financiers de la crise sanitaire de la Covid-19, pour le subdélégataire.

Par délibération n°M2022-260 en date du 26 juillet 2022, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°7 au contrat de DSP, visant principalement à mettre à jour les programmes d'investissements subventionnés du délégataire, adapter la grille tarifaire et mettre à jour le contrat suite à la transformation de la SAEML TaM en Société Publique Locale et la publication de la loi n°2021-1109 confortant le respect des principes de la République.

Par délibération n°M2022-396 en date du 4 octobre 2022, Montpellier Méditerranée Métropole a retiré la délibération n°M2022-230 visant à la signature d'un avenant n°6 à la convention de DSP de transport urbain. Cet avenant a été remplacé par une convention valant protocole transactionnel, visant à formaliser le versement d'une indemnité d'imprévision exceptionnelle s'élevant à 450 K€, au bénéfice du subdélégataire T3M et au titre de l'année 2021.

Par délibération n°M2022-385 en date du 6 décembre 2022, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°8 au contrat de DSP, visant principalement à intégrer au contrat un nouveau service de stationnement vélos sécurisé sur l'espace public, à adapter la grille tarifaire en perspective de la gratuité totale fin 2023 et à corriger une erreur dans le calcul des coûts d'exploitation du subdélégataire.

Par délibération n°M2023-51 en date du 30 mars 2023, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°9 au contrat de DSP, visant à modifier les versements au Délégué et à mettre à jour le programme d'investissements subventionnés.

- **Convention d'indemnisation exceptionnelle au titre de l'imprévision**

Après la crise sanitaire liée au coronavirus de la Covid-19, le réseau de transport urbain de Montpellier Méditerranée Métropole subit depuis 2022, comme tous les autres réseaux français, une crise énergétique mondiale, liée au conflit armé entre la Russie et l'Ukraine. Le réseau de transport montpellierain est lourdement impacté par la hausse des prix de l'énergie, tant sur ses consommations d'électricité (traction tramway et bâtiments) que de gaz et GNV (avitaillement des autobus urbains).

La forte hausse des tarifs de l'énergie, débutée au deuxième semestre 2021, s'est amplifiée depuis février 2022. Le surcoût énergétique de 2022 concernant le GNV s'élève à près de 1,5 million d'euros par rapport à 2021 (+96%) et s'affiche bien au-delà des équilibres contractuels initiaux. Le déficit d'exploitation 2022 de la DSP Transport s'est établi à hauteur de -12,2 millions d'euros.

Le coût énergétique du budget transport 2023 (énergie de traction+Gaz+GNV), voté au Conseil d'Administration du 23 mars 2023, s'élève à 15,6 millions d'euros, soit une hausse de près de 12 millions d'euros, soit un montant 4 fois plus élevé que celui de l'exercice de référence 2019 (3,9 millions d'euros).

Par ailleurs, l'inflation relative au prix de l'acier a un impact sur le coût des parcs de maintenance tramway et bus, comme sur le coût des infrastructures tels que les voies, plateformes et bâtiments du réseau de transport.

Afin de compenser l'important déficit d'exploitation supporté par le Délégué du fait de ces événements, il est proposé le versement d'une indemnité d'imprévision s'élevant à 15 millions d'euros au bénéfice du Délégué, au titre des années 2022 et 2023.

Il est précisé que le Délégué conserve dans ses équilibres une part de risque dans la gestion de son exploitation, compte tenu du déficit cumulé s'affichant à hauteur de 20,6 millions d'euros sur les trois dernières années, et compte tenu d'une prévision déficitaire inégale au titre de l'exercice 2023.

Il est proposé la signature d'une convention d'indemnisation afin de formaliser le versement d'une indemnité d'imprévision, au titre des années 2022 et 2023.

- **Avenant n°10**

Le présent avenant a pour principal objet la mise à jour du programme d'investissements subventionnés de la DSP et du programme d'investissements du Délégué de la DSP.

Conformément à l'article L.3135-1 5° du Code de la commande publique et dans ce contexte, il est proposé la signature d'un avenant n°10 au contrat de DSP afin de :

- Adapter le programme des investissements subventionnés du Délégué (annexe n°13), pour la période du 1^{er} janvier 2023 au 30 juin 2024 ;
- Mettre à jour le programme d'investissements réalisés par le Délégué (annexe n°15) ;

- Modifier le mode de versement de l'indemnisation des surcoûts d'exploitation sur le réseau de bus, liés aux travaux de la ligne 5 de tramway ;
- Adapter la grille tarifaire avant le passage à la phase 3 de la gratuité ;
- Prolonger le service VéloMag jusqu'à la fin du contrat.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention pour le versement d'une indemnité exceptionnelle d'imprévision de 15 millions d'euros au Déléataire TaM au titre des années 2022 et 2023 ;
- D'approuver les termes de l'avenant n°10 au contrat de DSP des transports publics urbains ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 65 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 10 voix

M. Sébastien COTE, Mme Hind EMAD, Mme Clara GIMENEZ, Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, M. Laurent NISON, M. Bruno PATERNOT, M. Manu REYNAUD, M. Jean-Pierre RICO, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 14/06/23

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 juin 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230601-233247-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/23

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant 10 DSP Transport_v6.docx
- 2023-05-09 Annexe 13 - Avenant 10 communiqué 3M.pdf
- Annexe 15_Investissements 3M_avenant 10.docx
- Annexe29_avenant10.pdf
- Annexe 30_Grille tarifaire_avenant 10.docx
- Convention indemnisation TAM 2023_V10.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.